

SOMMAIRE

- p. 1/ Comptabilisation de la valeur nominale d'emprunts
- p. 7/ Le remboursement du montant réel de frais de repas propres à un employeur ou à une société est-il intégralement déductible ?

Comptabilisation de la valeur nominale d'emprunts

Les dettes doivent apparaître au passif à leur valeur nominale (art. 67 § 2 AR/C.Soc.), autrement dit à concurrence du montant à rembourser. Cela signifie que tous les montants dus doivent être repris, y compris les intérêts, les escomptes ou les différences entre la valeur d'acquisition et la valeur nominale. Il existe deux types différents d'emprunts qui font également l'objet d'un traitement comptable différent. Parmi les emprunts du premier type figure notamment le prêt hypothécaire classique, tandis que le financement auto classique compte au nombre des emprunts du second type. Le type d'emprunt détermine la méthode de comptabilisation.

Emprunts du premier type (p. ex. prêt hypothécaire classique)

Il s'agit des crédits d'investissement avec remboursements fixes du capital, des crédits hypothécaires ou encore des dettes de location-financement.

Certains crédits d'investissement avec remboursements périodiques (fixes) constants en font également partie. Dans ce dernier type de crédits, les intérêts par période sont calculés sur la partie non

encore remboursée du capital à cette date et diminuent donc d'une période à l'autre.

Le contrat lui-même ne fait aucune distinction entre la valeur d'acquisition de l'emprunt (le montant emprunté) et le montant à rembourser.

a) Emprunts du premier type = première méthode de comptabilisation

Dans cette première méthode de comptabilisation, la dette financière est enregistrée au passif à la valeur d'acquisition, autrement dit à concurrence du montant emprunté ou du 'principal', ventilé en long terme et court terme. Lors de chaque paiement périodique, une partie du montant nominal est déduit des dettes à court terme.

Ce montant se rapporte uniquement au capital encore à rembourser. Les intérêts se rapportant à la période sont mis à charge du résultat.

Exemple

Un emprunt de 100.000,00 EUR est contracté le 30 avril 2014, avec un taux d'intérêt annuel de 5,00 %, à rembourser en 10 amortissements semestriels de 10.000,00 EUR, à partir du 31 octobre 2014. Exercice comptable = année civile.

Le tableau d'amortissement est repris à la page suivante :

Semestre	Echéance	Capital (début période)	Intérêts	Amortissements en capital	Paiement	Solde (fin période)
1	31/10/2014	100.000,00	2.500,00	10.000,00	12.500,00	90.000,00
2	30/04/2015	90.000,00	2.250,00	10.000,00	12.250,00	80.000,00
3	31/10/2015	80.000,00	2.000,00	10.000,00	12.000,00	70.000,00
4	30/04/2016	70.000,00	1.750,00	10.000,00	11.750,00	60.000,00
5	31/10/2016	60.000,00	1.500,00	10.000,00	11.500,00	50.000,00
6	30/04/2017	50.000,00	1.250,00	10.000,00	11.250,00	40.000,00
7	31/10/2017	40.000,00	1.000,00	10.000,00	11.000,00	30.000,00
8	30/04/2018	30.000,00	750,00	10.000,00	10.750,00	20.000,00
9	31/10/2018	20.000,00	500,00	10.000,00	10.500,00	10.000,00
10	30/04/2019	10.000,00	250,00	10.000,00	10.250,00	0,00

Ecritures lors de la conclusion de l'emprunt :

D	55	Banque	100.000,00	
C	17	à Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an		90.000,00
C	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année		10.000,00

(un seul amortissement semestriel de 10.000,00 EUR au cours de l'exercice 2014)

Schéma de comptabilisation :

		423 Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	
D	C	D	C
	12.500,00	10.000,00	10.000,00 (à nouveau)

		650 Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	
D	C	D	C
	2.500,00		

Schéma de comptabilisation :

		17 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an	
D	C	D	C
	90.000,00	100.000,00	

		423 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an échéant dans l'année	
D	C	D	C
	10.000,00		

Ecritures lors de la clôture de l'exercice au 31 décembre 2014:

D	17	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an	20.000,00	
C	423	à Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année		20.000,00

Ecritures lors du premier remboursement de 10.000,00 EUR le 31 octobre 2014:

D	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	100.000,00	
D	650	Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	2.500,00	
C	55	à Banque		12.500,00

(intérêts de 5 % × 100.000,00 EUR × 6/12 = 2.500,00 EUR)

(transfert des dettes à long terme vers les dettes à court terme: deux amortissements semestriels de 10.000,00 EUR au cours de l'exercice 2015)

et

D	650	Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	750,00	
C	492	à Charges à imputer		750,00

(intérêts sur la période du 1er novembre 2014 au 31 décembre 2014: 5 % × 90.000,00 EUR × 2/12 = 750,00 EUR)

Schéma de comptabilisation :

423 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an échéant dans l'année		17 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an	
D	C	D	C
	20.000,00	20.000,00	90.000,00 (à nouveau)

492 Charges à imputer		650 Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	
D	C	D	C
	750,00	750,00	

Ecritures lors de l'ouverture de l'exercice au 1er janvier 2015:

D	492	Charges à imputer	750,00	
C	650	à Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes		750,00

Schéma de comptabilisation :

650 Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes		492 Charges à imputer	
D	C	D	C
	750,00	750,00	

Ecritures lors du deuxième remboursement de 10.000,00 EUR le 30 avril 2015:

D	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	100.000,00	
D	650	Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	2.250,00	
C	55	à Banque		12.250,00

(intérêts de 5 % × 90.000,00 EUR × 6/12 = 2.250,00 EUR)

Schéma de comptabilisation :

55 Banque		423 Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	
D	C	D	C
	12.250,00	10.000,00	10.000,00 (à nouveau)

650 Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	
D	C
2.250,00	

Etc.

L'inconvénient de la première méthode de comptabilisation est que l'engagement envers le créancier n'apparaît pas dans le bilan dans sa globalité. Il est dès lors plus difficile d'estimer le besoin de liquidité de l'entreprise.

Emprunts du second type (p. ex. financement auto classique)

Il s'agit ici des prêts à tempérament. Ces financements sont remboursables par des sommes périodiques fixes (le plus souvent par des sommes mensuelles, appelées mensualités), composées d'intérêts et de capital, avec un taux de chargement mensuel qui est appliqué, pendant toute la durée de l'emprunt, au montant initial de l'emprunt.

Le contrat de financement fait la différence entre la valeur d'acquisition de l'emprunt (le montant emprunté) et le montant à rembourser (les intérêts sont compris dans le montant nominal). Les prêts à tempérament sont principalement utilisés pour financer l'achat de voitures ou de matériel et comme prêts personnels à tempérament.

Certains crédits d'investissement avec remboursements périodiques (fixes) constants peuvent également en faire partie. A savoir lorsque le taux de chargement mensuel est appliqué, pendant toute la durée de l'emprunt, au montant initial de l'emprunt, ou lorsque le contrat lui-même fait une distinction entre la valeur d'acquisition de l'emprunt (le montant emprunté) et le montant à rembourser.

a) Emprunts du second type = deuxième méthode de comptabilisation

Dans cette deuxième méthode de comptabilisation, la dette financière est enregistrée au passif à concurrence du montant total à rembourser (le montant emprunté + la charge totale d'intérêts), ventilé en long terme et court terme. Un montant égal à la charge d'intérêts non courue est comptabilisé sur un compte de régularisation de l'actif. Lors

de chaque paiement périodique, le montant total du paiement (capital + intérêts) est déduit des dettes à court terme. Les intérêts se rapportant à la période sont mis à charge du résultat via un transfert du compte de régularisation.

b) Méthode du taux réel sur le solde restant dû

Conformément aux dispositions de l'article 67 § 2 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001: *les montants respectifs des intérêts et chargements courus à prendre en résultats et des intérêts et chargements non courus à reporter sont déterminés par application du taux réel au solde restant dû en début de chaque période; ce taux réel est calculé compte tenu de l'échelonnement et de la périodicité des versements.*

Le taux réel est le taux constant qui, appliqué au solde restant dû au début de chaque période, donne le montant du taux de chargement appliqué, compte tenu de l'échelonnement et de la périodicité des paiements.

c) Méthode actuarielle

Le taux réel sur base actuarielle, le montant du remboursement en principal et du taux de chargement qui est compris dans chaque terme, le montant cumulé des remboursements en principal et en intérêts, ainsi que le solde restant dû après chaque terme, peut être calculé à l'aide d'un tableur excel.

Exemple

Un financement de 100.000,00 EUR est contracté le 30 avril 2014, avec un taux d'intérêt mensuel de 0,45 %, à rembourser en 24 mensualités de 4.616,76 EUR, à partir du 31 mai 2014.

Total à rembourser = $24 \times 4.616,76 \text{ EUR} = 110.802,24 \text{ EUR}$.

Exercice comptable = année civile.

Va = montant nominal de l'emprunt (capital emprunté par le client) = 100.000,00 EUR

Vpm = montant de chaque remboursement périodique (constant) = - 4 616,67 EUR

Npm = nombre de remboursements périodiques = 24

TAUX = le taux réel = le taux actuariel

Le taux est calculé comme suit dans excel :

Arguments de la fonction

TAUX

Npm 24 = 24

Vpm -4616.67 = -4616.67

Va 100000 = 100000

Vc = nombre

Type = nombre

= 0.008372641

Calcule le taux d'intérêt par période d'un prêt ou d'un investissement. Par exemple, utilisez 6%/4 pour des paiements trimestriels à 6% APR.

Va est la valeur actuelle, c'est-à-dire la valeur présente du total des remboursements futurs.

Résultat = 0.008372641

Aide sur cette fonction

OK Annuler

Le taux actuariel est de 0,8372641 % par mois.

Le premier remboursement mensuel de 4.616,67 EUR est donc constitué de $100.000,00 \text{ EUR} \times 0,8372641 \% = 837,26 \text{ EUR}$ d'intérêts et de $4.616,67 \text{ EUR} - 837,26 \text{ EUR} = 3.779,41 \text{ EUR}$ de capital.

Le tableau d'amortissement peut être créé dans Excel :

Mois	Echéance	Capital (début période)	Paielement	Intérêts	Amortissements en capital	Solde (fin période)
1	31/05/2014	100.000,00	4.616,67	837,26	3.779,41	96.220,59
2	30/06/2014	96.220,59	4.616,67	805,62	3.811,05	92.409,54
3	31/07/2014	92.409,54	4.616,67	773,71	3.842,96	88.566,58
4	31/08/2014	88.566,58	4.616,67	741,54	3.875,13	84.691,45
5	30/09/2014	84.691,45	4.616,67	709,09	3.907,58	80.783,87
6	31/10/2014	80.783,87	4.616,67	676,37	3.940,30	76.843,57
7	30/11/2014	76.843,57	4.616,67	643,38	3.973,29	72.870,28
8	31/12/2014	72.870,28	4.616,67	610,12	4.006,55	68.863,73
9	31/01/2015	68.863,73	4.616,67	576,57	4.040,10	64.823,63
10	28/02/2015	64.823,63	4.616,67	542,74	4.073,93	60.749,70
11	31/03/2015	60.749,70	4.616,67	508,64	4.108,03	56.641,67
12	30/04/2015	56.641,67	4.616,67	474,24	4.142,43	52.499,24
13	31/05/2015	52.499,24	4.616,67	439,56	4.177,11	48.322,13
14	30/06/2015	48.322,13	4.616,67	404,58	4.212,09	44.110,04
15	31/07/2015	44.110,04	4.616,67	369,32	4.247,35	39.862,69
16	31/08/2015	39.862,69	4.616,67	333,76	4.282,91	35.579,78
17	30/09/2015	35.579,78	4.616,67	297,90	4.318,77	31.261,01
18	31/10/2015	31.261,01	4.616,67	261,74	4.354,93	26.906,08
19	30/11/2015	26.906,08	4.616,67	225,27	4.391,40	22.514,68
20	31/12/2015	22.514,68	4.616,67	188,51	4.428,16	18.086,52
21	31/01/2016	18.086,52	4.616,67	151,43	4.465,24	13.621,28
22	29/02/2016	13.621,28	4.616,67	114,05	4.502,62	9.118,66
23	31/03/2016	9.118,66	4.616,67	76,35	4.540,32	4.578,34
24	30/04/2016	4.578,34	4.616,67	38,33	4.578,34	0,00

Ecritures lors du prélèvement du financement :

D	55	Banque	100.000,00	
D	490	Intérêts à reporter	10.800,08	
C	17	à Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an		73.866,72
C	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année		36.933,36

(Dettes à > 1 an = 16 remboursements mensuels de 4.616,67 = 73.866,72 EUR. Dettes à > 1 an échéant dans l'année = 8 remboursements mensuels de 4.616,67 = 36.933,36 EUR)

Schéma de comptabilisation :

17 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an		55 Banque	
D	C	D	C
	73.866,72	100.000,00	
423 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an échéant dans l'année		490 Intérêts à reporter	
D	C	D	C
	36.933,36	10.800,08	

Ecritures lors du remboursement mensuel de 4.616,67 EUR le 31 mai 2014 :

D	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	4.616,67	
C	55	à Banque		4.616,67

Schéma de comptabilisation :

55 Banque		423 Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	
D	C	D	C
	4.616,67	4.616,67	36.933,36 (à nouveau)

Mêmes écritures à passer chaque mois du 30 juin 2014 au 31 décembre 2014 inclus.

Ecritures lors de la clôture annuelle au 31 décembre 2014 pour la prise en charge des intérêts

dans les remboursements effectués durant l'exercice 2014:

D	650	Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	5.797,09	
C	490	à Intérêts à reporter		5.797,09

Voir tableau d'amortissement: 837,26 EUR + 805,62 EUR + 773,71 EUR + 741,54 EUR + 709,09 EUR + 676,37 EUR + 643,38 EUR + 610,12 EUR = 5.797,09 EUR.

Schéma de comptabilisation :

490 Intérêts à reporter		650 Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	
D	C	D	C
	5.797,09	5.797,09	

Ecritures lors de la clôture annuelle au 31 décembre 2014 pour le transfert des dettes à long terme vers les dettes à court terme :

D	17	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an	55.400,04	
C	423	à Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année		55.400,04

(Soit 12 remboursements de 4.616,67 EUR)

Schéma de comptabilisation :

423 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an échéant dans l'année		17 Etablissements de crédit Dettes à > 1 an	
D	C	D	C
	55.400,04	55.400,04	73.866,72 (à nouveau)

Ecritures lors du remboursement mensuel de 4.616,67 EUR en 2015:

D	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	4.616,97	
C	55	à Banque		4.616,97

Ecritures lors de la clôture annuelle au 31 décembre 2015 pour la prise en charge des intérêts dans les remboursements de l'exercice 2015:

D	650	Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	4.622,83	
C	490	à Intérêts à reporter		4.622,83

Voir tableau d'amortissement: 576,57 EUR + 5423,74 EUR + 508,64 EUR + 474,24 EUR + 439,56 EUR + 404,58 EUR + 369,32 EUR + 333,76 EUR + 297,90 EUR + 261,74 EUR + 225,27 EUR + 188,51 EUR = 4.622,83 EUR.

Ecritures lors de la clôture annuelle au 31 décembre 2015 pour le transfert des dettes à long terme vers les dettes à court terme :

D	17	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an	18.466,68	
C	423	à Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année		18.466,68

(Soit 4 remboursements de 4.616,67 EUR)

Ecritures lors du remboursement mensuel de 4.616,67 EUR en 2016:

D	17	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an	18.466,68	
C	423	à Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année		18.466,68

Ecritures lors de la clôture annuelle au 31 décembre 2016 pour la prise en charge des intérêts dans les remboursements de l'exercice 2016:

D	423	Etablissements de crédit. Dettes à > 1 an échéant dans l'année	4.616,67	
C	55	à Banque		4.616,67

Voir tableau d'amortissement: 151,43 EUR + 114,05 EUR + 76,35 EUR + 38,33 EUR = 380,16 EUR.

Les inconvénients de la deuxième méthode de comptabilisation sont que le total du bilan est artificiellement gonflé, que la présentation d'une partie de la dette à l'actif a quelque chose de contrariant et que les ratios financiers peuvent s'en trouver faussés. En revanche, la deuxième méthode de comptabilisation au bilan permet de voir l'engagement envers le créancier dans sa globalité, ce qui permet d'estimer plus facilement le besoin de liquidité et de mieux gérer la trésorerie de l'entreprise.

La Commission des normes comptables (CNC) a décrit cette méthode dans son avis 137/2. Cet avis a été abrogé en 2013, mais l'article 67 § 2 de l'AR/C. Soc. n'a pas (encore) été adapté.

Bertin POUSEELE
Réviseur d'entreprises

Le remboursement du montant réel de frais de repas propres à un employeur ou à une société est-il intégralement déductible?

Les indemnités forfaitaires allouées par une entreprise à ses travailleurs salariés et/ou ses dirigeants en remboursement de frais de séjour dont la charge lui incombe ne constituent pas pour ceux-ci un revenu imposable lorsque leur montant, fixé compte tenu du nombre effectif de déplacements, ne dépasse pas celui des indemnités analogues que l'Etat accorde aux membres de son personnel (Com. IR 1992, n° 31/36 pour les salariés et n° 32/3, alinéa deux et n° 33/26.2 pour les dirigeants d'entreprises).

Les frais de séjour visés sont des frais autres que les frais de déplacement proprement dits (train, voiture, etc.), c.-à-d. notamment les frais de repas et de boissons occasionnés par des prestations fournies en dehors de l'entreprise, mais pour le compte de celle-ci et dont la durée totale excède cinq heures par jour (Com. IR 1992, n° 53/143, alinéa quatre).

Pour des déplacements en Belgique, l'indemnité forfaitaire analogue à celle des fonctionnaires fédéraux de niveau A4 et A5 est actuellement de 19,22 € (art. 2 de l'AR du 24 décembre 1969 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des services publics fédéraux). Depuis le 1^{er} janvier 2014, elle peut être versée à tous les dirigeants d'entreprises et tous les salariés, quelle que soit la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent, pour défrayer tous leurs déplacements de plus de cinq heures, pause de midi incluse (*Q. & R. Parl. Chambre*, 2013-2014, n° 53/131, 274-277 (question n° 387 du 29 avril 2013, V.Wouters)).

Les indemnités maximum pour des déplacements à l'étranger correspondent aux indemnités forfaitaires journalières de séjour, telles que fixées par pays pour les fonctionnaires du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (Circulaire n° Ci.RH.241/534.514 (AFER 17/2006) du 11 mai 2006, point 5).

Selon le fisc, la limitation de la déduction à 69 % pour les frais de restaurant (art. 53,8°bis CIR 1992) ne s'applique pas à ces indemnités forfaitaires bien qu'il s'agisse généralement de frais de repas (Com. IR 1992 n° 53/143, alinéa trois et 53/163, alinéa deux). La circulaire n° AAF/2004-0171 (AAF 12/2004) du 26 mai 2004 (dans laquelle l'administration a commenté la hausse du niveau déductible de 50 % à 69 % et mis fin à la tolérance en matière de non application de la limite de déduction aux frais de restaurant étrangers) n'a pas modifié ces paragraphes du commentaire administratif, ce qu'une question parlementaire a confirmé à son tour un an plus tard (*Q. & R. Parl. Chambre*, 2004-2005, n° 51/89, 15743-15745, point 1 (question n° 791 du 11 mai 2005, T. Pieters)).

Le ministre s'est vu demander s'il pouvait confirmer que la limite de déduction ne s'applique pas non plus au remboursement du *montant réel* de frais de repas qui sont «propres» à l'entreprise. Concrètement: si un travailleur salarié ou un dirigeant d'entreprise prend, durant un voyage d'affaires, un repas dont le montant n'est pas excessivement élevé, et cela sans qu'un client, un fournisseur ou toute autre relation d'affaires ne soit également présent, l'employeur ou la société où le dirigeant exerce sa fonction peut-il, s'il rembourse le montant réel de cette dépense, intégralement le déduire sur le plan fiscal?

Le ministre répond, succinctement, que si le remboursement par un employeur ou une société du montant réel des frais de restaurant exposés par un travailleur salarié ou un dirigeant durant un voyage d'affaires à l'étranger peut être considéré comme un remboursement non imposable de frais propres à l'employeur ou à la société, ce remboursement ne doit pas être soumis à la limitation de la déduction à 69 %. Il émet toutefois une réserve pour la partie des frais qui dépasserait de manière

déraisonnable les besoins professionnels, ce qui est une question de fait à apprécier au cas par cas : cette partie, le fisc peut la rejeter en vertu de l'article 53, 10° et 11° CIR 1992.

Le ministre confirme donc que la position administrative, selon laquelle la limite de déduction des frais de restaurant ne doit pas être appliquée aux indemnités forfaitaires de séjour, s'applique aussi au remboursement du montant réel de frais de séjour propres à l'entreprise. Notons à ce propos que le ministre n'évoque que les frais de séjour exposés durant un voyage d'affaires à l'étranger, alors que la question parlementaire et les passages du commentaire administratif qu'elle cite ont trait aux voyages d'affaires en général, y compris donc ceux effectués en Belgique. Selon nous, il ne faut toutefois pas interpréter la réponse du ministre en ce sens que la limite de déduction pourrait s'appliquer au remboursement du montant réel de frais de séjour, propres à l'entreprise, exposés en Belgique. En soi, il s'agit en effet du remboursement du même type de frais, que ceux-ci soient exposés à l'étranger ou en Belgique. Autrement dit, il n'existe pas de raison objective de traiter de manière différente le remboursement de frais de séjour belges et le remboursement de frais de séjour étrangers.

En outre, une telle différence de traitement paraît aller à l'encontre des intentions du gouvernement fédéral actuel. Dans son accord de gouvernement, celui-ci se dit en effet favorable à une réforme fiscale basée sur la « stabilité et la sécurité juridique » et sur la « simplicité et la transparence », en vue de « renforcer la confiance entre les contribuables et l'administration fiscale », le régime des dépenses non admises étant amené à être « réformé et simplifié ». Nous partons dès lors du principe que l'administration admettra aussi la déduction à 100 % du remboursement du montant réel d'un repas pris au cours d'un voyage d'affaires en Belgique, exception faite, le cas échéant, d'une éventuelle partie déraisonnable.

Rappelons enfin qu'en principe, la limite de déduction de l'article 53, 8° CIR 1992 est toujours applicable au remboursement des frais d'un repas qu'un travailleur salarié ou un dirigeant d'entreprises a pris en voyage d'affaires avec des clients, des fournisseurs ou toute autre relation d'affaires.

Felix VANDEN HEEDÉ
Juriste fiscal